



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1113
23 novembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 20 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'AUTRICHE AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration de la présidence de l'Union européenne sur le Burundi, publiée le 20 novembre 1998.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de
l'Autriche auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Ernst SUCHARIPA

ANNEXE

[Original : anglais et français]

Déclaration de la présidence de l'Union européenne sur le Burundi

L'Union européenne est profondément préoccupée par les attaques et les actes de violence qui ont été récemment perpétrés à l'encontre de civils au Burundi, notamment par le fait qu'ils ont apparemment revêtu un caractère ethnique. Dans ce contexte, elle condamne aussi bien le massacre commis par les rebelles armés à Kanyosha que celui qu'ont commis les forces gouvernementales à Mutambu.

L'Union européenne se félicite de la décision du Gouvernement du Burundi d'instituer une commission chargée d'enquêter sur le massacre perpétré à Mutambu et elle demande à toutes les parties de coopérer avec cette commission d'enquête. L'Union européenne espère que celle-ci travaillera avec rapidité et rigueur et que les responsables seront traduits en justice. Elle demande au Gouvernement burundais de renforcer la discipline des forces armées afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent.

L'Union européenne lance également un appel au Gouvernement burundais pour qu'il coopère pleinement avec les observateurs pour les droits de l'homme des Nations Unies au Burundi afin que tous les incidents puissent faire l'objet d'une enquête indépendante.

L'Union européenne engage instamment toutes les parties au conflit au Burundi à mettre immédiatement un terme à tous les actes de violence et à toutes les attaques dirigés contre des civils, à respecter le droit humanitaire international et à prendre des mesures appropriées pour assurer l'harmonie ethnique. Elle demande à toutes les parties de se joindre à ceux qui participent aux négociations et à la recherche d'une solution pacifique au conflit burundais dans le cadre du processus d'Arusha. L'Union européenne confirme qu'elle est disposée à continuer de soutenir ce processus.

Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne, le pays associé Chypre et les pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen se rallient à cette déclaration.
